

Mathématiques : "Guider le peuple plutôt que l'instruire, le choix de Voltaire ratifié !"

Mathématiques, orthographe et niveau de langue : le bas niveau de notre école à nouveau confirmé par les classements mondiaux. Mais pour nos "élites", nos établissements sont classés comme étant les meilleurs !



"Regardons les problèmes de calcul et d'arithmétique du CM2 d'autrefois et le niveau des élèves de Quatrième d'aujourd'hui..." - © Daniel Reinhardt/dpa

Nous étions les meilleurs ? Oui et pas seulement en mathématiques. Sans surprise, aujourd'hui, nous ne le sommes plus, et loin de là puisque nous sommes avant-derniers. Car si, par une prétendue bienveillance, il n'y a plus de classement des élèves dans les écoles, notre classement mondial, lui, existe bien et montre l'évidence : nous sommes devenus très faibles. En queue de classement. Nous et non nos élèves. Car notre classement n'est pas celui des élèves eux-mêmes. Eux, ils n'y sont pour rien et ce n'est pas comme s'ils n'avaient pas bien travaillé. En fait, c'est nous qui ne voulons plus les instruire. Car voilà des années, des dizaines d'années même, que cette faillite – et pas seulement en mathématiques – est signalée, diagnostiquée, analysée par les spécialistes les plus autorisés sans que nous ayons seulement tenté de remonter la pente autrement qu'en discours programmatiques.

"Glissement des élèves dans le mauvais sens"

Ce récent classement TIMMS (*Trends in Mathematics and Science Study*), qui nous place avant-derniers, confirme donc ce que nous savions déjà. Il avait d'ailleurs été comme prédit par la Depp (*Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale*) qui parlait d'un "glissement des élèves dans le mauvais sens", mais sans dire qui avait incliné la planche ni qui l'avait rendue savonneuse. Et on a mis en œuvre bien des remèdes, la plupart à base de "pognon de dingue" — car, contrairement à ce qu'on entend dire, l'argent ne manque pas à l'Éducation nationale — mais rien n'y a fait. Surprise ?

Regardons l'orthographe et le niveau de langue sur les réseaux sociaux. Comparons la dictée du *Certificat d'Études primaires* passé à l'âge de quatorze ans, par exemple avant-guerre, et à celle du *Brevet des collèges* pourtant deux années de scolarisation plus tard ! Regardons les problèmes de calcul et d'arithmétique du CM2 d'autrefois et le niveau des élèves de Quatrième d'aujourd'hui... Et pourtant, autrefois, on ne parlait que de calcul, parfois d'arithmétique et de géométrie. Aujourd'hui on enseigne les mathématiques.

Cette inflation du langage viendrait-elle cacher le fait qu'on n'enseigne plus vraiment le calcul ?

A-t-on renoncé à enseigner parce que ce ne serait pas possible – problème du collège unique – ou parce que ce n'est pas souhaitable ?

Les rapports ministériels notent, cependant et comme une découverte, que les élèves qui relèvent d'un milieu familial cultivé et qui habitent les bons quartiers ou qui parviennent à échapper à la carte scolaire ne sont pas concernés par cette chute. En fait, ils le sont aussi, mais beaucoup moins. Ce qui signifie que nous avons mis en place un double système scolaire, l'un assez bon quoique loin de ce qu'il a été, et un autre où l'on a totalement – le mot n'est si fort qu'il y paraît – renoncé à enseigner, ou plutôt, s'agissant du Primaire, à instruire. A-t-on renoncé à enseigner parce que ce ne serait pas possible – problème du collège unique – ou parce que ce n'est pas souhaitable ? En fait on a laissé aller. Dans les lieux où l'enseignement est possible, on a enseigné. Là où enseigner s'est avéré plus difficile, on a laissé filer et c'est ainsi qu'un double système scolaire s'est mis en place. Peut-être a-t-il été voulu, peut-être pas. À chacun son degré de complotisme.

Ce double système scolaire n'est pas très visible, mais il est réel et trouve même sa confirmation dans plusieurs autres classements ou études internationales. Et là, les conclusions sont carrément flatteuses pour "nous". Par exemple, le classement européen des écoles de commerce (ou de gestion) réalisé par le "Financial Time" place vingt-deux établissements français dans les quatre-vingt-dix meilleures écoles européennes. Quatre se trouvent même dans les dix meilleures. HEC est en tête, l'INSEAD en troisième position et l'ESSEC en huitième place ! Pour les MBA, c'est même l'INSEAD qui est en tête.

Un autre classement confirme bien que la partie de notre système réservé à quelques-uns est plutôt bonne, sinon la meilleure, c'est celui des PDG français. Dans le classement des cent meilleurs PDG du monde, on trouve la France en troisième position, juste derrière les EU et la Chine, mais devant l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon. On trouve même notre pays en seconde place, juste derrière les États-Unis, selon un autre classement réalisé celui-là, par la "Harvard Business Review".

En queue et en tête

À tout considérer, les évaluations PISA ou TIMSS qui nous placent en queue et ces deux derniers classements qui nous voient en tête, on peut se demander si notre politique scolaire et universitaire est vraiment un échec. Car si nous avons cet objectif de priver la majorité de la classe d'âge d'une école véritable et de fournir le meilleur du scolaire aux enfants des CSP+, alors ces classements sont la preuve que nous avons réussi notre politique !

Espérons que ce ne soient là que mauvaises suppositions et que nul n'ait jamais eu l'intention de réaliser le vœu de Voltaire. Voltaire ? Rappelons que ce grand écrivain déclare, en mars 1766 et contre la plupart de ses contemporains :

"il est à propos que le peuple soit guidé et non pas qu'il soit instruit ; il n'est pas digne de l'être..."

Les complotistes ne vont pas manquer de dire c'est précisément que nous avons réussi à faire. Le peuple est guidé, mais il est peu ou pas instruit.

En termes contemporains, cela veut dire que le peuple doit seulement être éduqué. Et il l'est, au moins à la manière d'aujourd'hui. Au sortir de l'école tous les élèves ne sauront pas vraiment lire écrire et compter, mais ils ne se tromperont pas de poubelle pour le "tri sélectif". Et aussi, ils auront "changé leur regard" sur les LGBT+ et les phénomènes "genrés". Toute l'ambition de notre époque est là et notre pays n'est pas un cas à part. C'est la voie prise par tous les grands pays industrialisés. Et si les

pays qui nous ont rattrapés sont encore dans un système de type Troisième République, c'est-à-dire avec une école qui instruit, ce n'est que provisoirement, pour le temps d'un rattrapage économique.

De combien de savants, de génies, d'artistes nous privons-nous en ne réservant l'enseignement substantiel qu'à une si petite partie de la population ?

Il reste que réserver une école d'exception pour quelques-uns et une "école voltairienne" pour tous les autres peut heurter la sensibilité démocratique même si l'école pour le gros de la population reste une école de l'enfant heureux, de l'enfant roi ou de l'enfant centre-du-monde. Pourtant, indépendamment des questions d'équité, ce double système scolaire est très dommageable pour tout le monde au moins en ceci que le niveau général de la population ne peut manquer d'en pâtir. Est-ce qu'on veut et en a-t-on mesuré les conséquences ?

Mais plus regrettable encore, de combien de savants, de génies, d'artistes nous privons-nous en ne réservant l'enseignement substantiel qu'à une si petite partie de la population ?

A LIRE AUSSI :

➤ *Utiles et élégants : redécouvrez la beauté des mathématiques*